

Department of History and Civilization

Le crédit dans les économies familiales catalanes
au XVIIIe siècle
à partir des inventaires après-décès

BELÉN MORENO CLAVERÍAS

HEC No. 2000/4

EUI WORKING PAPERS



EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE

European University Institute



3 0001 0034 1912 6

EUROPEAN UNIVERSITY INSTITUTE, FLORENCE

DEPARTMENT OF HISTORY AND CIVILIZATION

EUI Working Paper **HEC** No. 2000/4

**Le crédit dans les économies familiales catalanes
au XVIIIe siècle à partir des inventaires après-décès**

BELÉN MORENO CLAVERÍAS

BADIA FIESOLANA, SAN DOMENICO (FI)

WP 940
EUR



All rights reserved.

No part of this paper may be reproduced in any form
without permission of the author.

© 2000 Belén Moreno Claverías
Printed in Italy in October 2000
European University Institute
Badia Fiesolana
I – 50016 San Domenico (FI)
Italy

LE CRÉDIT DANS LES ECONOMIES FAMILIALES CATALANES AU XVIII^e SIÈCLE À PARTIR DES INVENTAIRES APRÈS-DÉCÈS¹.

Belén Moreno Claverías (Institut Universitari d'Història Jaume Vicens i Vives, Universitat Pompeu Fabra, Barcelona)².

Les sources : les inventaires après-décès et le crédit.

L'utilisation des sources notariales en général, et des inventaires après-décès en particulier, ont récemment donné lieu à plusieurs travaux remettant en cause leur valeur à l'heure d'analyser en profondeur quelques uns des aspects de la réalité historique de l'Ancien Régime comme, par exemple, les niveaux de vie.³ La faible représentativité sociale des personnes qui faisaient inventorier leurs biens et le caractère parfois tronqué de la description des biens constituant les patrimoines familiaux sont autant de limites liées à ce type de source, -limites dont il convient de tenir compte.

Les inventaires après-décès peuvent être comparés à des photographies, généralement très détaillées, de tous les biens mobiliers et immobiliers composant le patrimoine d'une famille au moment de la mort de l'un de ses membres (en général, le chef de famille). Cependant, ils ne reflètent pas le flux des revenus. En outre, tous ne sont pas rédigés au même instant du cycle de vie de la personne. Le rapport entre production et consommation devrait se voir sérieusement affecté au cours des différentes périodes de la vie; tout comme il devrait l'être par le nombre de personnes constituant chaque cellule familiale.

¹. Je dois remercier la concession de la Bourse Predoctoral de Formació de Personal Investigador de la Generalitat de Catalunya, grâce à laquelle ce travail a pu être élaboré.

². Je remercie sincèrement Nathalie FOURDRAINE pour la traduction de ce texte de l'espagnol au français.

³. Ce thème est analysé par B. YUN dans "Inventarios post-mortem, consumo y niveles de vida del campesinado del Antiguo Régimen (Problemas metodológicos a la luz de la investigación internacional)", *VIII Congreso de Historia Agraria*, Salamanca, Mai 1997.

Néanmoins, il me semble que pour avoir un aperçu de la qualité de vie (plus que du niveau de vie), de l'organisation économique et de la culture matérielle de tous les collectifs socioprofessionnels d'Ancien Régime, ce type de source est tout à fait valable. Aucune autre source ne nous offre la possibilité de voir avec autant de clarté et "depuis l'intérieur", l'organisation de la vie domestique ainsi que l'influence du contexte économique et politique sur celle-ci. Aucune autre source ne nous donne autant de pistes sur les différences entre les modes de vie des familles de paysans, d'artisans, de nobles et de bourgeois à la même époque et au même endroit.

Toutefois, à l'heure d'étudier plus particulièrement le thème du crédit, cette source perd, en partie, de son efficacité. Ainsi en est-il, tout au moins, des inventaires après-décès en Catalogne. En effet, si le remboursement à percevoir des différents emprunts accordés est clairement notifié (avec le nom, la profession et le lieu de résidence de l'emprunteur), il en va rarement de même avec les dettes contractées auprès de tierces personnes. En d'autres termes, toutes les sommes dues au défunt sont annotées; celles que ce dernier devait jusqu'au moment de sa mort, en revanche, ne le sont pas. Seuls 10% approximativement des inventaires étudiés font état de ce dernier type d'information. Or, l'on peut supposer qu'un pourcentage nettement plus élevé de la population mourait avec des dettes impayées.

Cette absence d'information doit, par conséquent, être compensée par l'étude d'autres documents, d'un type différent, sans qu'il soit pour autant toujours nécessaire de consulter des sources autres que notariales. Comme nous pourrions le constater, l'étude d'un cas concret (une famille) permet de comprendre plus en profondeur les mécanismes de crédit.

Les principales modalités de crédit figurant dans les inventaires après-décès étudiés sont le *censal*, la vente *a carta de gracia* (rétro-vente), le crédit à la consommation et le crédit *a penyora*. Les deux premiers sont des instruments de prêt hypothécaire.⁴ De

⁴. En plus du *censal* et de la vente *a carta de gracia*, il existait deux autres modalités de prêt hypothécaire. Il s'agit du *violario* (*censo consignativo* qui supposait une pension à vie durant la vie du *censatario*, et parfois, également durant celle de son héritier) et le *debitorio* (obligation où la durée était temporairement limitée à quelques années et où était négocié de façon privée l'intérêt, en marge de taux officiel fixé pour les *censos*). Ils n'ont pas été traités

ce fait, ils étaient étroitement liés à la propriété et n'avaient, par conséquent, aucun point commun avec les deux seconds.

a). Le **censal** était un prêt légal, enregistré publiquement chez le notaire et pour lequel étaient versés des intérêts annuels. Ceci sur une durée, en principe, indéterminée, (malgré tout, la personne ayant sollicité le prêt était libre de le rembourser lorsqu'elle le souhaitait), et, en contrepartie de l'hypothèque de tous les biens ou de quelque domaine en particulier.⁵ Théoriquement, la philosophie de l'Eglise interdisait le prêt: aussi, afin de camoufler cette pratique, toute une terminologie confuse fut-elle créée. Dans la forme, ces contrats s'apparentaient à des ventes: celui qui recevait l'argent "vendait" à la personne qui le lui prêtait le "droit de percevoir" l'intérêt du prêt. Cet intérêt portait le nom de "*pension*". Dans la première moitié du XVIIIe siècle, son taux s'élevait à 5%; à partir de 1750, il passa à 3%. Une partie des personnes ayant étudié cette question tend à juger cet intérêt particulièrement bas. Certains historiens ont même été jusqu'à affirmer que ce système d'hypothèque relevait d'une attitude pieuse et philanthropique de la part du prêteur (hommes d'Eglise dans la plupart des cas) qui pouvait se permettre le luxe d'investir dans le prêt à usure. Comme l'a souligné E. Tello "avec un simple intérêt de 3%, en vigueur depuis 1750 sur le territoire de la Couronne d'Aragon, le nominal principal était remboursé au bout de 33 ans, et, au bout de 25 ans avec le canon de 5% antérieur à cette date. En d'autres termes, si un recensement se rédimait après 33 ans ou 25 ans, selon le taux d'intérêt en vigueur, le montant nominal des intérêts était équivalent à 100%"⁶. Mais, en règle

ici en raison de leur faible présence dans les inventaires après-décès analysés. Le *violario* était beaucoup plus fréquent au XVIIe siècle, et le *deбитorio* au XIXe siècle. Dans le cas de ce dernier, il arrive parfois qu'il ne soit pratiquement jamais enregistré dans l'inventaire. E. TELLO a pu démontrer que le *deбитorio* était souvent utilisé comme un pas préalable à la création d'un censal. La coexistence de toutes les modalités de crédit supposait que l'on passe souvent de l'une à l'autre de manière successive: le *deбитorio* était le pas préalable au censal, et la vente a *carta de gracia* était souvent le destin qui attendait les *censatarios* non-solvables. E. TELLO, "El papel del crédito rural en la agricultura del Antiguo Régimen: desarrollo y crisis de las modalidades crediticias (1600-1850)", *Noticiario de Historia Agraria*, n.7, 1997, pp. 9-37.

⁵ Pour cette définition et d'autres informations sur cette modalité voir LI. FERRER ALÒS, "Censals, vendes a carta de gracia i endeutament pagès al Bages (s.XVIII)", *Estudis d'Història Agrària*, 4, 1983, pp.101-128.

⁶ E. TELLO, "El papel del crédito rural...", p.13. Du même auteur, "Propietat agrària i percepció de rendes. El paper de l'ebdeutament en la distribució social de les terres (Cervera 1744-45)", *Estudis d'Història Agrària*, 6, 1983, pp.57-99.

générale, le capital prêté était rarement remboursé au terme de 33 ans ou de 25 ans. Comme l'a démontré C. Solsona, pour la comarque de l'Urgell, 58% des censiers payaient depuis moins de 50 ans; en revanche, la majorité des 42% restant avaient payé pendant une période comprise entre 70 et 80 ans et 3% correspondaient à des *censales* centenaires.⁷

Généralement, le *censal* servait à payer des dettes antérieures et à sortir de situations difficiles liées à des événements particuliers de l'existence (paiement de dot, enterrement, messes, etc.). Néanmoins, Ll. Ferrer a également eu l'occasion d'observer l'existence d'*encarregaments de censals* ayant pour objectif d'investissement dans des activités industrielles ou commerciales. Le processus le plus logique de création de *censales* était la *quitació* ou *lluició*, c'est à dire, le remboursement du capital prêté. Cependant, lorsque les faits ne se produisaient pas ainsi, le pas suivant consistait à demander un autre prêt, plus important, ou bien l'expropriation des biens hypothéqués.

Dans les inventaires après-décès figurent les pensions touchées de chaque *censal* détenu. A l'inverse, celle à verser sont rarement annotées. Toutefois, en dépit du caractère partiel de ces données, je considère que les éléments relatifs aux personnes payant des pensions (métier et lieu de résidence), qui y apparaissent ne doivent pas être négligés, ceux-ci offrant des pistes utiles sur les réseaux sociaux et géographiques qui se tissaient alors. Par ailleurs, ils constituent une voie intéressante lorsque l'on souhaite étudier les activités usuraires des institutions ecclésiastiques. Institutions qui préféraient cette forme de crédit à n'importe quelle autre. Néanmoins, ce dernier aspect ne sera pas traité ici.

b). Les ventes a carta de gracia. Ce contrat était également connu sous le nom de mise en gage, selon l'expression qui le définit. Il s'agissait d'une vente par l'intermédiaire de laquelle, le vendeur se réservait le droit de *lluir* ou de *quitar* la chose vendue. En autres termes, de la récupérer s'il remboursait l'argent emprunté en échange. Concrètement, derrière la vente *a carta de gracia* se cachait un contrat

⁷ . C. SOLSONA, "Censales subastados durante la desamortización de Mendizábal", VI Seminario de Historia Agraria, cabezón de la Sal, Cantabria.

d'usure. Ainsi, tandis que pour le *censal* le taux d'intérêt fut fixé à 3% à partir de 1750, l'intérêt lié à la vente *a carta de gracia* était extrêmement variable et dépendait des conditions dans lesquelles le bien avait été vendu.

Le caractère de contrat d'usure permettait de fortes oscillations conditionnées, en grande partie, par les besoins du vendeur. La période durant laquelle la vente était effective était, en général, indéterminée. Néanmoins, dans certains cas, une limite chronologique (équivalente, dans la plupart du temps, à une durée de 5 ans) était fixée. Si, au-delà de cette frontière chronologique, le capital n'avait toujours pas été remboursé, l'acheteur était en droit de conserver le bien. Selon Ll. Ferrer, les biens mis en gage correspondaient souvent à des parcelles de terre, des maisons, des terres acquises par le biais du contrat de *rabassa morta*⁸ ou encore, à des parts de production d'un domaine entier ou d'une parcelle de terre⁹. La nécessité de faire face à diverses dettes (actuelles ou antérieures au moment de faire l'écriture) représentait, d'après le même historien, le principal mobile à l'heure de vendre *a carta de gracia*. Très souvent, une vente de ce type servait à homogénéiser des ventes à *carta de gracia* antérieures, les transformant, de cette manière, en une seule. Ceci, de la même façon qu'un *censal* pouvait servir à payer d'anciens *censales* ou à les regrouper en un seul. De nos jours, l'équivalent consisterait à demander un prêt à la banque afin de payer et de transformer en un seul des crédits bancaires antérieurs.

L'évolution normale du contrat était la *quitación*, c'est à dire, le remboursement de l'argent que l'acheteur avait payé en vendant quelque bien. Le vendeur récupérait alors la propriété qu'il avait cédée. Autre issue possible du contrat: le glissement vers une vente à perpétuité lorsque le vendeur n'était pas en mesure de rembourser

⁸ . La *rabassa morta* fut l'instrument juridique utilisé dans les zones de la géographie catalane qui optèrent pour la spécialisation viticole. Il s'agissait d'un contrat à travers lequel le propriétaire de terres cédait à un paysan le droit de les exploiter pour qu'il y plante de la vigne en peu de temps. Le *rabasser*, qui prenait en charge toutes les dépenses liées à la plantation et à l'exploitation, gardait une partie de la production, et devait donner l'autre (en général, un tiers de la vendange), au propriétaire. Ce contrat était valable tant que les premiers ceps plantés par le *rabasser* demeuraient en vie (environ 50 ans). J'ai eu l'occasion de travailler sur ce contrat dans B. MORENO, *La contractació agrària a l'Alt Penedès durant el segle XVIII. El contracte de rabassa morta i l'expansió de la vinya*, Fundació Noguera, Barcelona, 1995.

⁹ . Ll. FERRER, "Censals, vendes a carta de gràcia...", p. 110.

l'argent perçu et préférait, de ce fait, se défaire de l'ensemble de son bien. Parfois, la vente à *carta de gracia* faisait suite aux éventuelles difficultés créées par le prêt à *censal*. Ainsi, la personne qui se trouvait dans l'impossibilité de payer les pensions d'un *censal*, se voyait souvent dans l'obligation de vendre à *carta de gracia* le bien hypothéqué. Si, malgré ces divers types de vente, elle ne pouvait toujours pas faire face au remboursement, elle finissait par perdre son bien.

A la différence du *censal*, la vente à *carta de gracia* fonctionnait en marge des institutions ecclésiastiques. Le choix de vendre ou d'acheter à *carta de gracia* était du ressort des particuliers qui recouraient à ce type de pratique en fonction du flux de leurs revenus.

c). Le crédit à la consommation. Certains inventaires font état de petites sommes à verser à des marchands, des artisans ou des représentants de professions libérales. Petites sommes dont la charge devait revenir aux parents du défunt. Ainsi, sont indiquées les quelques livres dues par exemple, au tailleur ou au médecin. Mais, comme nous le soulignons auparavant, seuls 10% des inventaires étudiés recueillent ce type d'information. Aussi, pour analyser cette modalité de crédit de façon approfondie, vaut-il mieux avoir recours aux inventaires des marchands ou des artisans eux-mêmes plutôt qu'à ceux de leurs clients. La plupart des personnes en contact avec la sphère du commerce mouraient avec une longue liste de petites dettes à percevoir. Sur leurs inventaires étaient reportées les données personnelles du client, la forme et le montant de sa dette.

d). Le crédit "sur *penyora*" (sur gage). Cette modalité de crédit était utilisée, avant tout, par les personnes les plus pauvres, en particulier, les femmes veuves. Lorsque ces dernières ne disposaient pas de biens immobiliers à hypothéquer ou, que ceux-ci avaient déjà été hypothéqués, leur ultime recours consistait à mettre en gage les rares objets de valeur leur appartenant: quelques bijoux, quelques pièces de vêtements personnels ou encore, quelques éléments du trousseau de la maison. Au moment où

l'argent emprunté était remboursé, -dans le cas où cela se produisit-, son propriétaire récupérait le bien mis en gage¹⁰.

2. Principales caractéristiques économiques du Penedès, aire géographique de l'échantillon analysé.

Le Penedès, comarque¹¹ dont les frontières délimitent l'aire géographique de notre étude, se situe dans la zone pré-littorale de la province de Barcelone. Au cours des années 1700, cette région connut une transformation d'une ampleur telle qu'elle ne peut être négligée à l'heure d'évoquer quelques aspects de la réalité historique de cette époque. Nous voulons parler de l'intense processus de spécialisation agraire, qui transforma les terres céréalicoles de la comarque en l'une des plus importantes zones viticoles de Catalogne. Cette transformation eut de profondes répercussions sur la structure sociale de la région. Précisément, elle eut pour conséquence une différenciation sociale croissante au sein de la classe paysanne, -classe dont la majorité de la population de la comarque faisait partie-, certains secteurs minoritaires s'étant, grâce à la forte demande de vin et d'eau de vie, tant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs, enrichis. Mais, la plupart d'entre eux se virent "contraints" de vivre de l'exploitation d'un produit dont ils ne pouvaient se nourrir. Ainsi assistons-nous au passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture dont la finalité est, avant tout, commerciale, et, avec lui, à un réajustement traumatisant au sein d'un grand nombre de familles paysannes. Réajustement qui se vit aggravé par l'importante croissance démographique et la faim de terre s'y rattachant.

Les inventaires étudiés, -soit, au total, 600- appartiennent aussi bien à des habitants de la capitale de la comarque, Vilafranca del Penedès, qu'à ceux du reste des petits

¹⁰. M. CARBONELL étudie ce type de crédit offert par le Mont de Piété de Nuestra Señora de la Esperanza à Barcelone au XVIII^e siècle. Comme il a eu l'occasion de le démontrer, près de 50% de la clientèle de cette institution créditrice ne put rendre l'argent et dut, par conséquent, se défaire de l'objet mis en gage. Ces objets, généralement humbles, étaient des éléments clefs pour la survie de la famille dans des moments difficiles. M. CARBONELL, *Sobreviure a Barcelona. Dones, pobresa i assistència al segle XVIII*, Vic, 1997, pp. 182-183.

¹¹. La Catalogne est divisée en quatre provinces qui sont elles-mêmes divisées en comarques.

villages alentours.¹² A la fin du XVIII^e siècle, la ville de Vilafranca ne comptait guère plus de 4000 habitants. Malgré sa population réduite, elle agissait en parfait centre régulateur des relations commerciales de l'ensemble de la comarque. Vilafranca était non seulement un lieu d'échanges où l'on vendait et où l'on achetait, mais aussi une cité qui réunissait tous les services qu'une ville de ce type peut offrir. Là se trouvaient les boutiques, les médecins, les pharmaciens et les notaires; là se concentraient les artisans avec leurs ateliers; là, enfin, se tenait, chaque semaine, le marché. Dans cette ville, vivait la bourgeoisie des lettres et des affaires. Dans cette ville, venaient s'établir les nouveaux riches. Depuis Vilafranca, ces nouveaux riches, d'origine paysanne, dirigeaient l'exploitation de leurs domaines agraires. Cette élite représentait 12% de la population "urbaine". A ses côtés, une foule de pauvres journaliers agricoles, de petits propriétaires (à la fin du XVIII^e siècle, le secteur agricole équivalait à près de 40% des habitants de la ville); des artisans (40% également), majoritairement humbles, composaient la population de ce petit univers. Les veuves, les pauvres et les personnes sans profession reconnue constituaient les 8% restant. Dans le reste de la comarque, en revanche, le paysage social était essentiellement rural. Pour une majorité écrasante de la population, la terre était la principale source de revenus.

Chaque groupe social suivait ses propres modes de fonctionnement à l'égard du crédit. Ils choisissaient de préférence certains prêteurs et certains emprunteurs tout comme certaines modalités de crédit à d'autres.

3. La classe paysanne et le crédit.

Cette société était fondamentalement rurale: sur l'ensemble de la comarque, les paysans constituaient le collectif socioprofessionnel le plus important. Leurs inventaires correspondent à 64,1% de notre échantillon. Néanmoins, ce collectif n'était en aucun cas homogène. Au contraire, il regroupait des situations extrêmement diverses, depuis le journalier sans terre, jusqu'au paysan possédant des centaines d'hectares, d'élevages, de moulins, voire la seigneurie de quelque village dans son

¹² . Les inventaires se trouvent à l'Arxiu Històric Comarcal de Vilafranca del Penedès (AHCVP). Des 600 inventaires après-décès analysés, l'on utilisera, ici, un échantillon de 290 pour la période comprise entre 1708 et 1815.

entier. Dans les inventaires après-décès, le mot “*pagès*” (paysan) servait à désigner professionnellement et socialement le premier comme le second ainsi, bien évidemment, que l’infinité de secteurs séparant ces deux extrêmes. Précisément, la jurisprudence catalane se caractérisait par l’existence de multiples formes d’accès à l’exploitation et à la propriété de la terre, d’où, le caractère profondément différencié et hétérogène de la société agraire évoquée ici. Cette différenciation, accrue davantage encore par le processus de spécialisation viticole, se traduit de façon concrète à travers les rapports entretenus par chaque catégorie de paysans avec le crédit.

Si nous prenons, comme indicateur de la différenciation sociale, la superficie de la terre possédée, nous pouvons distinguer cinq catégories principales de paysans: les paysans sans terre (soit 18,2% de notre échantillon); les petits propriétaires (28%); les paysans moyens (12,9%); les paysans aisés (28%) et l’élite paysanne (12,9%). Chacune de ces catégories, comme j’ai eu l’occasion de l’expliquer dans le cadre de travaux précédents, possède ses propres caractéristiques quant à la production et à la consommation¹³. Dans le contexte du sujet traité ici, nous pouvons également observer de nettes différences. Exemple clair de ce que nous affirmons: la possession de *censales* au sein de chaque catégorie de paysans tel que le montre le Tableau 1.

TABLEAU 1. *Les paysans et la possession de censales en %*
(XVIII^e siècle)

Paysans sans terre	0
Petits propriétaires (0.5-10 <i>jornales</i>) ¹⁴	4.8
Propriétaires moyens (10.5-50 j)	13.6
Paysans aisés (50.5-100 j)	26
Elite paysanne (> 100 j)	60

Les chiffres parlent d’eux-mêmes: plus la superficie de terre possédée est grande, plus la présence de *censales* dans les inventaires des familles paysannes est importante. Toutefois, les résultats sont différents lorsque l’on analyse l’achat *a carta de gracia*.

¹³. B. MORENO, *Pagesos, menestrals i burgesos al Penedès del segle XVIII. Les economies familiars a partir dels inventaris post-mortem*, Treball d’Iniciació a la Recerca inédit, IUHJV, Universitat Pompeu Fabra, 1995; “La diferenciació social pagesa a partir dels inventaris post-mortem. El Penedès, 1708-1815”, *Butlletí de la Societat Catalana d’Estudis Històrics*, VII, 1996, pp. 41-54.

Qui préfère prêter de l'argent en échange de la possession provisoire d'une parcelle de terre? La réponse à cette question se trouve dans le Tableau 2.

TABLEAU 2. *Les paysans et l'achat "a carta de gracia" en % (XVIII^e siècle)*

Paysans sans terre	5.9
Petits propriétaires	7.7
Propriétaires moyens	4.2
Paysans aisés	9.6
Elite paysanne	8.3

Comme nous pouvons le constater, les paysans sans terre et les petits propriétaires investissaient davantage dans cette forme de crédit que les paysans moyens. Est ce, car les premiers, lorsqu'ils en avaient, ne détenaient que peu de terres. Aussi, s'ils parvenaient à réunir suffisamment d'argent liquide, voyaient-ils dans l'achat *a carta de gracia* une chance d'accéder à cette propriété provisoire, nettement moins coûteuse que la propriété définitive. Citons, par exemple, le cas de Bonaventura Grases¹⁵, petit paysan décédé en 1769. A son seul et unique *jornal* de terre, il en avait ajouté un autre, acheté *a carta de gracia*, pour 25 livres, auprès d'un autre paysan. Cet accroissement temporaire de la superficie de la terre cultivée par la famille supposait, en contrepartie, la diminution de celle d'un autre foyer.

Par ailleurs, les pourcentages les plus importants de terres acquises *a carta de gracia* se rencontrent chez les paysans aisés et au sein de l'élite paysanne, secteurs disposant de quantité d'argent plus importantes, susceptibles d'être investies dans des activités d'usure. Celle-ci était l'une des voies utilisées pour accroître le patrimoine familial, quoique de façon temporaire, mais, toujours dans l'espoir que cette situation devienne définitive.

Si tels étaient les secteurs qui achetaient, voyons à présent ceux qui vendaient, c'est à dire, ceux qui, le plus souvent, se voyaient dans l'obligation de céder temporairement

¹⁴ 1 *jornal* de terre à Vilafranca = 3.400 m²

¹⁵ AHCVP, APN, Salvador Miret, P-XVIII-41-1, 56.

la propriété de quelque parcelle de terre en échange d'une certaine somme d'argent. Les résultats sont reportés dans le Tableau 3.

TABLEAU 3. *Les paysans et la vente "a carta de gracia"*
(XVIII^e siècle)

Paysans sans terre	0
Petits propriétaires	9.6
Propriétaires moyens	20.8
Paysans aisés	13.5
Elite paysanne	8.3

Contrairement aux apparences, les paysans moyens sont ceux qui préfèrent se défaire, provisoirement, de leurs biens lorsqu'ils ont besoin d'argent liquide. De là peut-on supposer que les petits propriétaires s'accrochaient au peu de terre qu'ils détenaient (principale source de leurs revenus) et recouraient, par conséquent, à d'autres modes de crédit lorsqu'ils en avaient besoin. Ainsi, les paysans moyens étaient ceux qui vendaient le plus mais achetaient le moins *a carta de gracia*.

Mais, outre la superficie de terres possédées, un autre facteur contribuait à déterminer le recours plus ou moins régulier au crédit: la capacité à disposer d'argent liquide. Dans une économie qui commençait tout juste à se monétariser, le lien avait l'argent différait d'un collectif socioprofessionnel à l'autre. En outre, au sein de chacun de ces collectifs, la liquidité variait également d'une catégorie économique à l'autre. Dans le Tableau 4, nous présentons cette variable pour chaque groupe.

TABLEAU 4. *Les paysans et l'argent liquide. (XVIII^e siècle)*

Paysans sans terre	23.5%	250.5 livres
Petits propriétaires	3.8	56.8
Propriétaires moyens	4.2	56.0
Paysans aisés	25	218.7
Elite paysanne	25	470.2

Les deux extrêmes de l'échelle sociale rurale étaient justement ceux où la proportion de familles ayant de l'argent liquide était la plus importante. Les paysans sans terre, car, ils dépendaient des salaires agricoles pour subsister, et, les paysans les plus favorisés car il s'agissait de ceux qui tiraient de leurs exploitations les excédents les

plus importants. Excédents qui, après un passage par le marché, se transformaient en monnaie. Bien évidemment, plus grande était la superficie de terres possédées, plus importante était la production et, l'argent "sommant et trébuchant" pouvait, par conséquent, s'accumuler.

Dans les sociétés rurales d'Ancien Régime, les membres constituant les deux extrêmes de l'échelle sociale étaient ceux dont le contact avec le marché et, de ce fait, avec l'argent, était le plus développé. Les paysans sans terre devaient obligatoirement s'y rendre afin d'y acquérir les produits de base que l'absence de terre ne permettait de leur fournir. Dans le cas des petits propriétaires, la substitution du régime de polyculture par une agriculture spécialisée finit par entraîner, à court terme, un contact plus important entre ceux-ci et le marché. Dernier endroit où l'on achetait les produits que le régime de spécialisation ne permettait pas de produire et où l'on vendait la production qui devait fournir l'argent rendant, justement, possible l'acte d'achat. Les terres des petits producteurs étaient intégralement consacrées à l'exploitation de la vigne (ce qui, selon les propres termes de W. Kula, provoquait des "commercialisations forcées")¹⁶, tandis que les grands propriétaires pouvaient réserver une partie de leur domaine aux céréales, aux légumineuses et aux produits du potager¹⁷. Malgré tout, ils avaient, eux aussi, besoin du marché pour vendre les excédents produits après en avoir gardé une partie pour leur propre consommation et celle de leur famille, pour celle des animaux ainsi que les semences pour l'année suivante.¹⁸

En revanche, la faible présence d'argent liquide ressort des inventaires des paysans moyens propriétaires. Ceux-ci disposaient d'excédents moindres à vendre mais ils pouvaient compter sur une production suffisamment importante pour ne pas avoir à acheter. En d'autres termes, l'on peut supposer que leurs relations avec le marché, et, par conséquent, avec l'argent, était rare. Ils vivaient de façon plus "autonome" que les

¹⁶ . W. KULA, *Teoria económica del sistema feudal*, Buenos Aires, 1976.

¹⁷ . Au sujet de l'importance de la substitution de culture des terres appartenant aux petits et grands propriétaires, cf. F. VALLS, *La dinàmica del canvi agrari a la Catalunya interior. L'Anoia, 1720-1860*, Igualada, 1996, cap.7.

¹⁸ . Les différentes relations entretenues par les diverses catégories de paysans ont été analysées par E. TELLO dans "Vendre per pagar. La comercialització forçada a l'Urgell i a la Segarra al final del segle XVIII", *Recerques*, 23, 1990.

autres catégories de paysans. Raison pour laquelle, nous ne devons pas être surpris par le fait que ses membres soient ceux qui vendent le plus *a carta de gracia* afin d'obtenir de l'argent liquide (ils détenaient suffisamment de terre pour le faire) mais qui utilisent le moins ce système pour acheter (par manque, précisément, de liquidité). Ainsi, comme le fait également remarquer E. Tello: "la réponse aux opportunités de la commercialisation pouvait s'avérer (involontairement) plus intense parmi les paysans les plus pauvres, ou dans les exploitations les plus grandes pleinement tournées (volontairement) vers le marché et être, en revanche, moindre parmi les exploitations intermédiaires qui caractérisaient les propriétaires aisés du monde rural catalan".¹⁹

Les paysans choisissaient fondamentalement d'autres paysans pour passer leurs contrats, demander un prêt et prêter de l'argent. Seuls les secteurs les plus favorisés de la classe paysanne se transformaient, occasionnellement, en prêteurs auprès des bourgeois et des représentants des professions libérales de la ville. Le cas d'Anton Graells²⁰ en est une bonne illustration.

Ce paysan, grand propriétaire (il possédait, outre 66 *jornales* en parcelles de terre indépendantes, trois potagers, cinq maisons, un magasin et deux élevages, en héritage cent *jornales*) avait acheté, *a carta de gracia*, cinq parcelles de terre équivalant, au total, à 15 *jornales*. Le vendeur était Don Joan Pau de Salvador, un riche bourgeois grand propriétaire, en proie, alors, à de graves difficultés économiques. Dans cette société en transformation, quelques uns des secteurs sociaux les plus dynamiques étaient, à certains moments, capables d'intervertir les rôles traditionnels.

Au sein de la classe paysanne, et, plus particulièrement, dans les couches les moins favorisées, les femmes, afin de survivre après la mort de leur mari, devaient très fréquemment recourir au crédit. Celles qui ne possédaient pas de biens immobiliers, - soit la plupart d'entre elles, les biens du mari devenant immédiatement propriété du fils aîné et bien que les femmes puissent profiter de l'usufruit-, mettaient en gage leurs rares appartenances. En général, leurs bijoux et leurs vêtements. La possession d'objets de valeur était déterminante pour l'avenir de ces femmes. Plus elles mettaient

¹⁹ . *Ibid*, p. 142.

²⁰ . AHCVP, APN, P-XVIII-47-1, 214.

d'objets en gage, plus grande était la capacité de crédit. Les échelons de cette société d'Ancien Régime étaient presque infinis. Ainsi, même parmi les femmes paysannes pauvres, l'on peut trouver des différences significatives. La mise en gage d'une paire de boucles d'oreille en or pouvait sauver, pour quelques mois, une femme; tandis que, pour une autre, seuls ses vêtements personnels étaient susceptibles de lui offrir une aide à peine temporaire. Citons pour exemple, l'inventaire -daté de 1767- de Maria Teresa Martí²¹, veuve d'un paysan pauvre, et dans lequel est indiqué que cette femme avait, avant de mourir, mis en gage, chez un tailleur et pour trois pesetas, une jupe, et, chez une autre femme, et, en échange de quatre *suelos*, une serviette de toilette. La jupe et le serviette auraient pu être récupérées si elle avait payé remboursé cette dette avant de disparaître.

4. Les artisans et le crédit.

Le secteur artisanal de la comarque (équivalant à 24.5% de notre échantillon) se concentrait, en majorité, à Vilafranca. Il s'agit de professionnels généralement humbles, qui, pour améliorer le quotidien, devaient, en plus de l'exercice de leur métier, se consacrer, à certaines époques de l'année, à des travaux agricoles tels que la moisson ou les vendanges.

En règle générale, le panorama présenté par les inventaires après-décès de ce collectif socioprofessionnel au XVIII^e siècle peut être qualifié de décadent. De fait, le secteur qui, au cours des deux siècles précédents, avait été le plus dynamique, à savoir celui consacré à la manufacture des draps, se vit considérablement affecté par le processus de spécialisation viticole qui déplaça les autres activités économiques, comme, par exemple, le textile.²² Ici, une accentuation de la différenciation au sein du collectif des artisans semble également se produire. Tandis que peu d'entre eux furent en mesure de s'enrichir et de gravir, de quelques degrés et sur deux générations environ, l'échelle sociale, grâce au développement de leur talent pour le commerce, la grande majorité se révèle chaque jour plus pauvre. Il est étrange de constater que les quelques

²¹. AHCVP, APN, P-XVIII-47-1, 156.

artisans qui parvenaient à obtenir une somme suffisante d'argent n'avaient pas pour habitude d'investir dans leur propre commerce: ils achetaient des terres et abandonnaient le métier familial. L'exploitation de la vigne était beaucoup trop rentable pour laisser échapper une telle opportunité.

Cependant, ceux-ci, comme nous l'avons souligné, en représentaient qu'une minorité. La plupart des artisans, eux, gagnaient le juste nécessaire pour survivre. Et ceci, grâce aux revenus complémentaires qu'ils tiraient de l'agriculture et, bien évidemment, du crédit. Si nombreux étaient les paysans pauvres contraient de "demander en prêt" le grain nécessaire au semis de la récolte à venir, les artisans pour leur part se voyaient fréquemment obligés de "demander en prêt" la matière première nécessaire à l'exercice de leur métier. Ainsi, par exemple, les artisans pelletiers les plus favorisés se présentent, dans leurs inventaires après-décès, sous le visage de prêteurs auprès de leurs collègues pelletiers les plus pauvres, le bien prêté consistant en des morceaux de peau de différentes dimensions, qualités et couleurs. Le même phénomène se produit avec les professionnels de la laine (*pelaires*) les mieux placés économiquement, qui, eux aussi, font fonction de fournisseur de matière première auprès de leurs collègues les plus humbles.

Ainsi, par exemple, le pelletier Anton Tort²³ (qui, grâce à l'investissement dans la terre et à la vente de laine, avait réussi à obtenir une qualité de vie plus qu'acceptable), accumulait-il, au jour de sa mort, certaines dettes de ce type. Un petit pelletier de Barcelone lui devait 100 duros (somme considérable); un tailleur de Vilafranca lui devait 66 duros et un petit pelletier d'un village de la comarque lui devait 54 livres. Soit un total de 362 livres qui, à la fin du XVIII^e siècle, représentait la valeur d'une petite maison.

Par ailleurs, le peu de contact que les artisans entretenaient avec la production agricole, les entraînait, en conséquence, à recourir, plus fréquemment que les paysans, aux petits crédits à la consommation. Ainsi, il est plutôt habituel de trouver, dans les

²² . Au sujet des effets de la spécialisation viticole sur d'autres activités économiques cf. J. TORRAS, "Especialización agrícola e industria rural en Cataluña en el siglo XVIII", *Revista de Historia Económica*, n.3, 1984.

sources les concernant, des petites dettes à payer au boulanger ou au marchand de vin; détail extrêmement rare chez les paysans.

La détention de *censales* n'était pas un fait courant parmi les artisans. Si 20% des paysans se révélaient, dans leurs inventaires, être possesseurs de quelque *censal*, le taux n'était que de 6% dans le cas des artisans. Tandis que les paysans censiers avaient, en moyenne, quatre *censales* par famille, les artisans, eux, n'en détenaient, en moyenne, que deux.

En revanche, par rapport aux paysans, ils avaient davantage recours à l'achat et à la vente *a carta de gracia*: 14.1% des artisans de notre échantillon se révèlent être, dans leurs inventaires, vendeurs *a carta de gracia* (contre 10.2% des paysans) et 9.9% acheteurs de biens *a carta de gracia* (contre 7.5% des paysans). Ceux qui se consacraient à investir en achetant, -en particulier, des terres-, *a carta de gracia*, étaient avant tout les professionnels les plus favorisés, possédant, pour ce faire, suffisamment d'argent liquide. A leurs yeux, il était beaucoup moins risqué de tenter sa chance dans l'agriculture moyennant l'acquisition de cette propriété temporaire, que d'acheter directement des terres, à titre perpétuel. Cependant, seule une minorité d'artisans, traversant alors une véritable étape d'ascension sociale, pouvait se le permettre. D'autres artisans, à l'inverse, perdaient, par l'intermédiaire de cette forme de crédit, les quelques biens qu'ils possédaient. Ainsi, Pau Giralt, tisserand de Vilafranca, n'avait-il plus, au moment de son décès, en 1742, que 6 des 7.5 *jornales* de terre qu'il avait vendus *a carta de gracia*. Dans l'inventaire de son fils aîné, -également tisserand-, il ne restait plus qu'un *jornal* de terre. Onze ans seulement s'étaient écoulés et, déjà, 6.5 des 7.5 *jornales* d'origine avaient été perdus. Le fait de ne pouvoir rembourser l'argent à temps avait entraîné la perte définitive de ces terres qui jouaient, sans aucun doute, un rôle important dans l'autoconsommation de cette cellule familiale²⁴.

Les veuves des artisans humbles se retrouvaient dans une situation extrêmement délicate après la mort de leurs maris. La limite ténue entre pauvreté et indigence était,

²³ . AHCVP, APN, P-XVIII-186-2, 239.

²⁴ . AHCVP, APN, P-XVIII-47-1, 12 et 71.

dans la plupart des cas, inexistante pour ces femmes. Les épouses de paysans, (mises à part, celles des journaliers sans terre), pouvaient toujours recourir à l'aide de leur fils aîné, -fils aîné dans le maison duquel elles vivaient jusqu'à leur mort. Le mari avait, en effet, pour habitude de stipuler, dans son testament, la quantité d'argent et la part de la production agricole de la famille destinées à l'entretien de son épouse, à condition que celle-ci ne se remarie pas. L'héritier se voyait également obligé d'héberger, -au sein du foyer familial et jusqu'à sa mort-, sa mère, qui ne devait jamais manquer du nécessaire ni être maltraitées par ses enfants. Cette "solidarité" familiale obligatoire était, en revanche, difficilement applicable dans le cas des femmes d'artisans. Ceux-ci ne disposaient non seulement pas suffisamment de terres pour pouvoir entretenir leur famille, mais, en outre, n'étaient pas, dans la plupart des cas, propriétaire de leur maison. La majorité d'entre eux habitait dans des petites maisons en location et situées dans le centre ville. Or, le paiement de ces loyers se transformait, précisément, en cheval de bataille de nombre de ces femmes.

Le recours au crédit était l'une des rares solutions sur lesquelles elles pouvaient compter. Toutefois, pour certaines d'entre elles, ce n'était pas suffisant, de telle sorte qu'elles finissaient par atterrir dans des hôpitaux ou autres institutions de charité.²⁵

Avant de franchir ce pas si traumatisant, elles se défaisaient de leurs quelques biens et, pour une minorité d'entre elles, se risquaient même à vivre de leurs propres moyens, élaborant, pour ce faire, quelque stratégie. Ainsi, Mariana Damià²⁶, veuve d'un pelletier de Vilafranca, avait trouvé dans la vente de petites quantités d'eau de vie, de vinaigre et d'huile, une solution pour vivre.

Autre exemple très symbolique, celui de Geltrudis Llavina²⁷, veuve d'un cordonnier. Cette femme, qui vivait seule dans une maison en location, avait hypothéqué tous ses biens immobiliers (à savoir, quatre *jornales* de terre). Après sa mort, l'on procéda à une vente aux enchères publiques ("*encant*") de ses rares appartenances, -pratique alors très courante pour pouvoir satisfaire les dettes demeurrées impayées. Ses biens

²⁵ . Une magnifique étude de ce thème dans l'ouvrage de M. CARBONELL, *Sobreviure a Barcelona*....

²⁶ . AHCVP, APN, P-XVIII-15-1, 29.

étaient les suivants: deux jupes, huit chemises, une marmite, un dessus de lit, deux caisses pour le linge, quatre draps, deux taies d'oreillers, une serviette de toilette, un lit, une table de nuit, une chaise et un matelas "tout vieux et tout usé". Grâce à la vente, l'on parvint à réunir la somme de 10 livres. En d'autres termes, tout ce que cette femme possédait avant sa mort avait une valeur de dix malheureuses livres.

5. La bourgeoisie et le crédit.

Les rapports de la bourgeoisie avec le crédit doivent être compris d'une façon bien différente. Mais, tout d'abord, il convient d'éclaircir un point: de qui parle-t-on lorsque l'on emploie le terme de "bourgeoisie"? Les inventaires après-décès analysés ici (33 au total soit 11.4% de notre échantillon) appartiennent à des personnes que j'ai considéré, -empruntant l'expression de Labrousse²⁸-, comme des "personnes soupçonnées de bourgeoisie". Elles faisaient partie intégrante de la petite bourgeoisie locale des Lettres et des Affaires, vivant soit de l'exercice d'une profession libérale soit du commerce: docteurs en Droit et en médecine, notaires, pharmaciens, épiciers, négociants et marchands de drap ("*botiguers*"). Ils constituaient un collectif social minoritaire. Dans la Vilafranca de 1803, ils représentaient 12.2% des chefs de famille ayant un métier reconnu. En outre, il faut tenir compte du fait que tous les bourgeois de la comarque se concentraient en ville, donnant ainsi à ce pourcentage un caractère comarcal et non local.

Savoir et argent étaient deux facteurs indispensables, -quoique pas nécessairement liés- pour pouvoir faire partie de cette élite "urbaine", ou, de la "classe dirigeante", si nous utilisons le concept de J.S. Amelang.²⁹ Ces familles étaient celles qui tenaient entre leurs mains le contrôle de la sphère des échanges, de la commercialisation des produits agricoles et du crédit. Facteurs qui, -selon M. Bloch-, rendaient possible la mobilité sociale ascendante. Leur maîtrise de l'argent situait ces individus loin des

²⁷ . AHCVP, APN, P-XVIII-47-1, 117.

²⁸ . E. LABROUSSE, "Voies nouvelles vers une histoire de la bourgeoisie occidentale au XVIIIe et XIX siècle", *X Congreso Internacional de Ciencias Históricas*, Roma, 1955, p. 396.

²⁹ . J.S. AMELANG, *La formación de una clase dirigente: Barcelona 1490-1714*, Barcelona, 1986.

petits producteurs qui traversaient "une terrible crise d'endettement (...) depuis le développement d'une économie fondée sur le numéraire". Cette affirmation se voit confirmée par la plus grande quantité de dettes à toucher (sans que les *censales* et les achats *a carta de gracia* y soient inclus) dans les inventaires de ces personnages par rapport à ceux des paysans et des artisans.

TABLEAU 5. *Les dettes à toucher dans tous les collectifs socioprofessionnels*

Paysans	13%
Artisans	5.6%
Bourgeois	33.3%

Pour autant, tous les bourgeois ne disposaient pas de fortunes semblables. Le fait de ne pas exercer un métier mécanique ne se traduisait pas par un niveau de revenus analogue mais, par certains signes d'identité communs. Ainsi, un écart qualitatif important séparait leurs façons de vivre de celles du reste de la population. Et, la consommation de certains produits, -matériels et culturels-, était ce qui faisait d'eux un groupe.

Ces familles avaient pour habitude de diversifier au maximum leurs sources de revenus, investissant dans divers types d'activités économiques dont trois principales: la production agricole, la commercialisation du vin et l'usure. Celles-ci seront les plus grands bénéficiaires du pari fait par la comarque, à partir du XVIII^e siècle, sur le vin. Leur modalité préférée de crédit était, sans aucun doute, le *censal*. Si seulement 6% des artisans et 20% des paysans étaient détenteurs de quelque *censal*, un peu plus de 50% de ces bourgeois étaient censiers., avec, en moyenne, 9 *censals* par famille (contre une moyenne respective de 2 et de 4 *censales* chez les artisans et les paysans).

TABLEAU 6. *L'investissement en censales de chaque collectif socioprofessionnel.*

Paysans	20%	4 <i>censales</i>
Artisans	6%	2 <i>censales</i>
Bourgeois	50%	9 <i>censales</i>

Il existe un rapport proportionnel entre la possession d'argent liquide et l'investissement en *censales*. Ceci est particulièrement évident si l'on relie les données du tableau précédent aux chiffres se référant pour chaque catégorie socioprofessionnelle, à la détention d'argent, réunis dans le Tableau 7.

TABLEAU 7. *L'argent en liquide dans les inventaires de chaque collectif socioprofessionnel.*

Paysans	16.1%	255 livres
Artisans	11.3%	260 livres
Bourgeois	36.4%	507 livres

Ce sont les marchands et les membres des professions libérales qui détiennent le plus, et en plus grande quantité, d'argent en liquide au moment de leur mort. Cette variable est très semblable au sein des foyers d'artisans et des paysans, bien que le pourcentage se rapportant à la classe paysanne soit déformé par la présence d'argent dans les mains des membres des deux extrêmes de la structure sociale.

Comme nous l'avons souligné, les bourgeois avaient, en général, une nette préférence pour les *censales*. Cependant, celle-ci était plus marquée chez les médecins et les juristes. Ainsi, par exemple, le docteur en médecine Joan Roca³⁰, décédé en 1759, vivait-il des revenus provenant de l'exercice de sa profession; revenus auxquels venaient s'ajouter les rentes provenant de l'exploitation de ses terres (il avait plus de 400 *jornales*), de la vente de vin et de céréales, de l'affermage du monopole municipal des boucheries et de ses investissements dans l'usure. Il possédait neuf *censales*, d'une valeur totale de 962 livres, dont les pensions satisfaisaient annuellement six paysans et trois artisans.

Cette préférence pour les *censals* se retrouve également parmi les commerçants, mais à un degré moindre. Ceux-ci prêtaient également de l'argent mais utilisaient, pour la plupart d'entre eux, les achats *a carta de gracia* et le crédit à la consommation. Ainsi, le pharmacien et marchand de draps de la ville de Sant Sadurn d'Anoia, Josep Delom, avait-il opté pour ces deux solutions. Il avait acheté *a carta de gracia*, avant sa mort,

³⁰. AHCVP, APN, P-XVIII-186-2, 103.

en 1757, 6 *jornales* de vignes, pour lesquels il avait versé 690 livres. Telle était sa méthode pour se transformer peu à peu en propriétaire puisque, auparavant, il ne possédait aucun bien immobilier. La seconde facette de sa condition de prêteur se révèle à travers l'existence, dans son inventaire, d'un "carnet sur lequel sont reportés les noms de tous les clients ayant des dettes à la boutique ainsi que la quantité d'argent qu'ils versent; quantité dont on n'a pu tirer le bilan de tout l'argent dû, les comptes ayant dû être, pour beaucoup, effacés".³¹

En effet, la plupart des petits commerçants mouraient avec une longue liste de petites dettes à toucher. Comme l'a fait remarquer M.M. Rocha pour la ville de Lisbonne aux XVIII^e et XIX^e siècles, une forte présence des mécanismes de crédit s'observait dans la commercialisation des biens de première nécessité en raison de l'irrégularité des revenus familiaux de la population. Aussi, les marchands de vivres, de vêtements, de pain et de médicaments (dans cet ordre) accumulaient-ils sommes d'argent à toucher, en petites quantités et de la part de clients réguliers. La plupart des commerçants étaient obligés de vendre à crédit s'ils ne voulaient pas perdre leur clientèle. Ils devaient même permettre que les sommes dues ne soient pas remboursées entièrement, sachant que, lorsqu'un client remboursait toutes ses dettes, cela signifiait qu'il souhaitait rompre sa relation avec le boutiquier. Ainsi, et, de fait, jusqu'à une époque récente, se créait une chaîne de transaction de crédit qui constituait la voie unique permettant d'assurer la circulation des biens et des services. Ce système était avantageux pour les clients (ils pouvaient se procurer les biens nécessaires, indépendamment du flux de leurs revenus) et pour les commerçants (qui, grâce à leurs clients, percevaient constamment de l'argent liquide). La confiance entre les deux parties rendait plus aisée le maintien de ce système. Se refuser à vendre à crédit supposait une mise en péril du négoce: il suffisait simplement aux clients de changer de boutique pour effectuer leurs achats.³² Là où il y en avait, bien évidemment. Nous devons supposer, en effet, que cette possibilité de changer de commerçant était très fréquente dans les grandes villes, mais, dans les moyennes et petites cités, -comme celle dont nous parlons actuellement-, le pouvoir des marchands devait être plus

³¹ . AHCVP, APN, P-XVIII-186-2, 59.

important. L'inventaire auquel nous venons de faire allusion, par exemple, appartenait à l'unique pharmacien de la ville de Sant Sadurn d'Anoia. La pharmacie la plus proche se trouvait à Vilafranca; or, en raison du mauvais état des routes, le trajet de quelques kilomètres séparant les deux cités pouvait durer plusieurs heures. De ce fait, l'on peut supposer que cet homme pouvait profiter des avantages du monopole, troublés, uniquement, par la vente ambulante.

L'inventaire après-décès du marchand de draps Vilafranca, Joaquim Batlle³³, disparu en 1747, nous donnera l'opportunité d'illustrer très clairement les mécanismes de crédit qui s'établissaient dans ces établissements commerciaux. La valeur totale des articles présents dans sa boutique s'élevait à 1.734 livres. A ce capital s'ajoutaient 1.590 livres en pièces de monnaie d'or et d'argent qu'il possédait chez lui. Toutefois, l'endroit où s'accumulait la plus importante quantité d'argent était le carnet sur lequel il notait des dettes de ses clients. Y figure une liste de 404 petits crédits qui, au total, représentent 3.682 livres soit plus du double de la valeur de ses marchandises.

Les données personnelles des clients endettés qui accompagnent chaque somme s'avèrent d'une grande utilité pour situer, -socialement et géographiquement-, sa clientèle; soit, en d'autres termes, le rayon d'action de ce marchand. La plupart de ses clients (50.8%) vivaient dans les localités comarcales proches de la ville; très proche se trouve la proportion des habitants de Vilafranca (48%); seuls les 1.2% restants venaient de l'extérieur (principalement, de Barcelone). La majorité de ses clients et des personnes endettées étaient des artisans et des bourgeois, ces derniers étant ceux qui accumulaient les sommes à verser les plus importantes. Si l'on considère uniquement ceux qui devaient plus de 100 livres, nous trouvons un "Don", deux docteurs en Droit et deux médecins. Tous habitants de Vilafranca. Il est clair que même les personnes les mieux situées socialement ne réglaient pas leurs achats de façon immédiate. Facteurs, par ailleurs, logique si nous prenons en compte le fait que les membres de l'élite urbaine étaient justement ceux qui devaient consommer afin d'exhiber leur pouvoir.

³² . Le magnifique travail de M.M. ROCHA "Living on credit. The importance of credit practices for private consumption and retailing (Lisbon, 18th-19th centuries", se trouve dans les actes du ESTER-Seminar on Material Culture, Wageningen-Arnhem, 7-13 June, 1993.

Dans certains cas, le souci de rendre bien visibles les signes extérieurs de leur *status*, les conduisaient vers des situations limites. Tel est le cas du docteur en lois Manuel Macià, qui se vit obligé à céder temporairement une parcelle de terre à un tailleur de Vilafranca en échange de ce qu'il lui devait "en vêtements et travaux pour sa famille".³⁴

Leurs veuves, à la différence de celles de la plupart des paysans et des artisans, ne se trouvaient pas dans le devoir de mettre en gage leurs vêtements pour survivre. Les dots, généralement conséquentes, qu'elles avaient apportées lors de leur mariage, faisaient fonction d'assurance-vie après la mort de leur mari. Dans certains cas, cependant, nous les découvrons mettant en gage quelques bijoux.

ANNEXE

L'information, très souvent partielle, fournie par les inventaires après-décès peut être élargie grâce à l'étude d'un cas, c'est à dire, vue sous un angle moins général. Il s'agit de l'analyse de tous les mécanismes de crédit qui se généraient au sein d'une seule famille. Pour ce faire, nous disposons des données relatives à une famille de paysans aisés de la ville de Sant Sadurní d'Anoia, de 1818 à 1885. Bien que la chronologie dépasse le cadre de ce travail, je ne crois pas que cela puisse supposer la moindre contradiction par rapport à ce que nous avons dit précédemment, puisque les mécanismes de crédit étaient fondamentalement les mêmes.

En revanche, il est certain qu'au cours de ces années, le système censuel traverse une crise. La désamortisation de Mendizábal, avec une loi votée en 1841, marque le début des mesures ayant pour objectif de transférer et/ou de rédimier un très grand nombre de rentes censuelles appartenant à l'Eglise. Cependant, ce fut principalement à partir de 1860 que fut donné le coup de grâce définitif au système censuel. L'Eglise céda à

³³ . AHCVP, APN, P-XVIII-64-1.

³⁴ . AHCVP, APN, P-XVIII-15-1, 44.

l'État tous ses biens en contrepartie de titres de dette publique à 3%. La loi hypothécaire du 8 février 1861 sanctionna la fin de l'ancien système et ouvrit la voie au nouveau système libéral de crédit rural³⁵. En étudiant la documentation de cette famille, nous voyons clairement cette question. En 1845, l'héritier rédime quatre *censales* qu'il détenait d'une institution religieuse.

Nous évoquerons toutes les tractations réalisées par les héritiers de cette même famille sur deux générations: Jaume (1793-1857) et son fils Josep (1824-1885).³⁶ Il ne s'agit pas d'une famille paysanne "typique": elle fait partie de ce que j'ai appelé l'élite paysanne". De ce fait, cet exemple ne constitue peut-être pas le meilleur choix mais, il m'a paru utile pour montrer tout le processus que suivait un crédit; depuis sa demande jusqu'à la perte du bien hypothéqué, faute de remboursement. Le caractère global de l'information, impossible à trouver dans les inventaires après-décès, nous permettra de mieux comprendre le rôle compliqué joué par le crédit dans les économies familiales, tant dans celles des emprunteurs que dans des prêteurs.

Observons, ordonnées de façon chronologique, toutes les relations de cette famille avec le crédit.

Année 1845.

- (Février) Rédemption d'un *censal*. Jaume liquide un *censal* en versant 300 livres au recteur de l'église de Sant Sadurní. Avec le *censal*, la famille devait payer 9 livres annuelles au titre de pension.
- (Mars) Jaume prête 650 livres à un paysan.
- (Avril) Liquidation de trois nouveaux *censales*, en versant la somme de 190 livres au recteur de l'église de Sant Sadurní. Deux des *censales* avaient été créées par ses ancêtres en 1656 et 1658, et l'autre, en 1754.
- (Octobre) Prêt de 500 livres accordé à Francesc Montaner, fabricant d'espadrilles.

Année 1846.

³⁵. Sur cette question E. TELLO, "El papel del crédito rural...", p. 35.

- (Mars) Prêt de 180 livres à Francesc Montaner, fabricant d'espadrilles.

Année 1847.

- (Avril) Achat à *carta de gracia* de la maison (de deux étages, avec cours) de Francesc Montaner, celui-ci ayant encore besoin d'argent, sans être en mesure de pouvoir rembourser celui des deux crédits précédents qui, en tout, se montaient à 680 livres.

Année 1851.

- (Juillet) Prêt de 500 livres à Anton Ferrer, fabricant d'espadrilles.

Année 1853.

- (Avril) Reconnaissance de dette en faveur de Jaume de la part de Francesc Montaner, fabricant d'espadrilles. Celui-ci reconnaît devoir 21.866 reales et promet que s'il ne peut rendre cette somme au terme de 6 années, il perdra définitivement la propriété de sa maison.

Année 1858.

- (Juillet) Josep vend à perpétuité une parcelle de terre d'un *jornal* de superficie pour 4.544 reales.

Année 1871.

- (Avril) Josefa et Ursula Montaner (filles de Francesc Montaner) vendent à Josep le droit de récupérer la maison que leur père avait vendu *a carta de gracia* en 1847. Josep paie 500 pesetas, mais cela sous-entend l'acquisition définitive de la maison.

Année 1882.

- (Octobre) Vente à perpétuité d'une parcelle de terre de 3.5 *jornales*. Il reçoit 5.000 pesetas en liquide.

³⁶. Toute l'information a été localisée à l'Arxiu de Protocols Notarials de l'AHCVP. Nous avons consulté tous les volumes notariaux de 1818 à 1885, depuis la majorité du premier héritier jusqu'à la mort du second.

Année 1883.

- (Juillet) Vente à perpétuité d'un terrain pour lequel il reçoit 1.650 pesetas.
- (Novembre) Dans un inventaire partiel des biens de Josep est reconnue la propriété d'une maison de deux étages qui avait appartenue à Francesc Montaner, fabricant d'espadrilles. Jaume et Josep avaient payé, au total, pour cette maison, la somme de 5.466 pesetas.

L'étude de ce cas permet de comprendre clairement le processus suivi par un crédit que l'on ne parvenait pas à rembourser. Le premier prêt fut accordé à Francesc Montaner au mois d'octobre 1845. Au mois d'avril 1871, ses filles (lui était déjà mort) perdent définitivement la propriété de la maison. Entre ces deux dates, Francesc dut contracter de nouveaux emprunts à fin de pouvoir payer les précédents, jusqu'au moment où il se vit obligé de vendre la maison *a carta de gracia* (1853). Cette vente temporaire se transforma, au bout de quelques années (1871), en vente perpétuelle.

Par ailleurs, nous pouvons voir comment cette famille aisée pouvait se permettre de vendre des parcelles de terre de façon définitive lorsqu'elle avait besoin d'argent liquide. Pour autant, son grand patrimoine rustique n'en souffrait guère. De plus, l'éventail de possibilités était alors moindre. L'époque des si regrettés *censals* était terminée.



EUI WORKING PAPERS

EUI Working Papers are published and distributed by the
European University Institute, Florence

Copies can be obtained free of charge
- depending on the availability of stocks - from:

The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI)
Italy

Please use order form overleaf

Publications of the European University Institute

To The Publications Officer
European University Institute
Badia Fiesolana
I-50016 San Domenico di Fiesole (FI) - Italy
Fax: +39-055-4685 636
e-mail: publish@datacomm.iue.it
<http://www.iue.it>

From Name

Address

.....

.....

.....

.....

- ☐ Please send me a complete list of EUI Working Papers
- ☐ Please send me a complete list of EUI book publications
- ☐ Please send me the EUI brochure Academic Year 2000/2001

Please send me the following EUI Working Paper(s):

Dept, n°, author

Title:

Dept, n°, author

Title:

Dept, n°, author

Title:

Dept, n°, author

Title:

Date

Signature



Working Papers in History

Published since 1998

HEC No. 98/1

Luisa PASSERINI (ed.)
The Question of European Identity: A
Cultural Historical Approach.
Papers by Lützel, Niethammer, Liakos

HEC No. 98/2

Christophe DUHAMELLE
La noblesse du Saint-Empire et le crédit:
autour du *Von den Reichsständischen
Schuldenwesen* de Johann Jacob Moser
(1774)

HEC No. 98/3

René LEBOUTTE
Du registre de population au registre
national. Deux siècles de pratique
administrative en Belgique, 1791-1991

HEC No. 98/4

Jean-Pierre CAVAILLÉ
Louis Machon: une apologie pour
Machiavel

HEC No. 98/5

Natacha COQUERY
Les courtisans et le crédit à Paris au
XVIII^e siècle

HEC No. 98/6

Mark HÄBERLEIN
Kinship, Gender, and Business Failure:
Merchants' Bankruptcies and Social
Relations in Upper Germany, 1520-1620

HEC No. 98/7

Roberto DI QUIRICO
Italian International Banking, 1900-1950

HEC No. 98/8

Frances M.B. LYNCH
De Gaulle's First Veto: France, the Rueff
Plan and the Free Trade Area

HEC No. 99/1

Johannes U. MÜLLER/
Bo STRÄTH (eds)
Nationalism and Modernity

HEC 99/2

Luisa PASSERINI/Polymeris VOGLIS
(eds)
Gender in the Production of History

HEC 99/3

Pegerto SAAVEDRA
Crédit et relations sociales dans la Galice
rurale à la fin de l'Ancien Régime

HEC 99/4

Concepción GARCÍA-IGLESIAS
The Transmission of International
Business Cycles Shocks: Evidence from
the European Periphery, 1861-1913

HEC 99/5

Concepción GARCÍA-IGLESIAS
Interest Rate Risk and Monetary Union in
the European Periphery: Lessons from the
Gold Standard, 1880-1914

* * *

HEC 2000/1

Concepción GARCÍA-IGLESIAS
The Gold Standard and its Influence on
Growth Rates for the European
Periphery, 1865-1913

HEC 2000/2

Daniel A. TIRADO/Elisenda PALUZIE/
Jordi PONS
Economic Integration and Industrial
Location

* * *

*out of print

HEC 2000/3

Elisenda PALUZIE/ Jordi PONS/
Daniel A. TIRADO
Trade Liberalization, Market Integration
and Industrial Concentration: The
Spanish Economy During the 19th
Century

HEC 2000/4

Belén MORENO CLAVERÍAS
Le crédit dans les économies familiales
catalanes au XVIII^e siècle à partir des
inventaires après-décès

*out of print

